

(Anti)Montréalocentrisme

Depuis quelque temps, certaines associations étudiantes montréalaises estiment devoir prendre sur elles-mêmes de dénoncer le montréalocentrisme, fléau qui ferait rage au sein de l'ASSÉ et qui minerait la capacité des régions à s'organiser. L'indignation va même parfois jusqu'à proposer de geler les cotisations prévues pour le national et de les mettre à la disposition des conseils régionaux.

Du point de vue de plusieurs militant-e-s de Québec, cette attitude ne relève de rien de moins que du paternalisme; ces associations semblent oublier le fait qu'à l'automne dernier, le lieu de la plus grande effervescence du mouvement étudiant était situé hors Montréal et que, à Montréal, sous prétexte de fatigue militante, le mouvement syndical a été boudé, sans parler de la manifestation féministe, organisée «en région», par le national, qui n'a pas été jugée suffisamment importante pour le déplacement. Effectivement, se déchaîner à critiquer le féminisme au national tout en le délaissant volontairement nous paraît aberrant. Si l'importance de la mobilisation au local s'avère plus grande que jamais, le contexte politique s'étant apaisé, les associations parties en guerre contre l'exécutif semblent oublier que, justement, l'équipe nationale peut et doit être présente sur les campus et que l'expérience de ses membres, sa vision plus large (à la fois en ce qui concerne le long terme et l'état du mouvement étudiant dans tout le Québec) est un atout à valoriser plutôt qu'à dénigrer.

Certaines problématiques doivent manifestement être adressées et si des associations ont des griefs à faire quant à la structure organisationnelle de l'ASSÉ, qu'elles ne le fassent pas en se posant comme défenseuses des régions, et surtout pas en prenant en otage l'organisation qu'elles disent vouloir réformer pour le mieux. L'emploi de cette stratégie, le chantage, laisse paraître une dynamique que ses idéologues dénonceraient assurément : une affirmation de puissance des grandes associations par la mesure de leur contribution financière à l'ASSÉ. Face à ce genre de pratique, les trois votes en congrès du Cégep de Mont-Laurier semblent valoir beaucoup moins que ceux de l'AECSL, transformant ainsi ce lieu potentiel de discussion et de réflexion en simple expression de rapports de force. Si cette gamique devait réellement être mise de l'avant, nous suggérons le retrait du droit de

vote en instance des associations en boycott, que nous estimons être le juste retour du balancier. L'idée d'encourager la désobéissance civile dans des espaces de délibération démocratique et «l'adoption de mandats trolls» sonnent pour nous l'alarme; certaines associations doivent cesser de se poser à la fois comme centre du monde et comme défenseuses des régions. Le montréalocentrisme de l'antimontréalocentrisme nous apparaît comme une relation paradoxale des plus nuisibles.

Le silence des assos hors-Montréal et la prise de parole « rebelle » de certaines sur l'île permet vraisemblablement de comprendre que les associations situées en région sont au plus satisfaites du fonctionnement actuel et au moins qu'elles ne souhaitent pas en faire un cheval de bataille. La complémentarité d'un congrès national où toutes les assos peuvent venir débattre, de comités -dont le comité Journal- où tous et toutes peuvent s'impliquer et de conseils régionaux organisant des actions, donne à leurs membres l'opportunité de combattre, tant au local qu'au national, le montréalocentrisme (et, surtout, le néolibéralisme). L'indignation d'autres associations relève peut-être plutôt de l'impression d'une perte de contrôle sur le congrès et son exécutif, qui ne se plient plus à leur volonté comme ce fût peut-être déjà le cas avant l'élargissement des structures de l'ASSÉ. Nous touchons peut-être ici le fond du paradoxe. Effectivement, les idéologues spontanéistes s'accordent bien mal à la nouvelle réalité d'une association qui ne peut se déplacer d'un claquement de doigts, tant à cause de l'hétérogénéité de ses positions que par son étendue géographique, et qui nécessite la présence d'un journal «à la ligne dure» que l'on peut distribuer, d'un plan d'action «imposé au local» qui permet de concerter notre escalade des moyens de pression et d'un exécutif «hermétique» qui connaît l'état global des lieux et qui a le temps de s'impliquer sur l'ensemble du terrain. Si certain-es croient pouvoir faire sans ces éléments organisationnels, ils sont d'après nous une condition nécessaire à l'avancement de nos causes. Le paternalisme, les menaces et le mépris doivent cesser : c'est par la solidarité que nous arriverons à inclure un plus grand nombre d'associations motivées par les pratiques combatives de l'ASSÉ et par la lutte que nous vaincrons!

Nous espérons que notre réflexion favorisera la prise de parole des autres associations considérées comme étant "en région"